

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 09/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**MONSIEUR LAURENT CORBEL**

KERGARAVAT VIHAN  
29270 Motreff

#### Références :

**Arrêté préfectoral du 10/10/2001 autorisant M.Jean René CORBEL à exploiter un élevage avicole de 49140 canards de chair ou animaux équivalents volailles de chair du 1<sup>er</sup> au 29<sup>ème</sup> jour et 46800 canards de chair ou animaux équivalents volailles de chair à partir du 30<sup>ème</sup> jour sur une surface de 3400 m<sup>2</sup> lieu-dit Kergaravat Vihan à MOTREFF ;**  
**Récépissé de changement d'exploitant au nom de M.CORBEL Laurent du 15/09/2016.**  
Code AIOT : 0052901911

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement MONSIEUR LAURENT CORBEL implanté KERGARAVAT VIHAN 29270 Motreff. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONSIEUR LAURENT CORBEL
- KERGARAVAT VIHAN 29270 Motreff
- Code AIOT : 0052901911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite consécutive à un signalement de déversement de liser dans le milieu extérieur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
2	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
3	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un APMD sera proposé à monsieur le préfet afin de vérifier l'étanchéité de l'ouvrage de stockage

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.  Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.  Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.  Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> Présence d'un liquide stagnant de couleur grise à la périphérie proche de la fosse à lisier extérieure et couverte ainsi qu'en sortie d'exutoire de drains de drainage dans le fossé en contrebas de la cour de l'exploitation démontrant la survenue d'un écoulement de lisier de canard à partir de la fosse extérieure.  La visite ne peut pas conclure à une étanchéité parfaite.  La couverture de la fosse repose sur un mat central fixé à sa base au fond de la fosse. Ce mat présente une inclinaison laissant supposer une détérioration du fond de fosse qui peut entraîner une étanchéité imparfaite du sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 90jours

**N° 2 : Absence de rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b> Constat de rejet direct dans un fossé en sortie d'exutoire de drains de drainage dans le fossé en contrebas de la cour de l'exploitation .
<b>Observations :</b> Un procès verbal de constatation sera adressé à monsieur le procureur de la République. Un APMD sera adressé à monsieur le préfet - Présenter sous 1 mois un rapport d'incident permettant de faire ressortir l'enchaînement des facteurs ayant conduit au rejet dans le milieu et les causes profondes de l'accident. - Procéder sous 3 mois à une expertise technique de l'étanchéité de la fosse extérieure couverte et transmettre les résultats de cette expertise à l'inspection des installations classées. - Faire la démonstration sous 1 mois de la capacité de stockage suffisante de lisier (y compris eaux de lavage des bâtiments d'élevage)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 90jours

**N° 3 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> La déclaration d'incident n'a pas été réalisée
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30jours